

[Texte]

ly preceding payment year except in cases of fraud or misrepresentation.

Mr. Rynard: Mr. Chairman, I want to thank the Minister for his explanation. I know he is trying to do a good job on a bad case. I want to say that when they come to charging back those overpayments, they have got somebody who is on Guaranteed Income Supplement and darn well needs that money, and that money has been spent; and to recover that they immediately put them below what they claim and what they figured out was the supplement they needed. Therefore, they are depriving them of something they need. This is the quarrel I have with that.

Mr. Munro: Well, Dr. Rynard, as I say, by changing the method of payment that we are now suggesting and by limiting our powers in terms of recovery, I think we have overcome this to a very marked degree. In the present legislation where we find there is hardship and the recoveries that have been set have been too high, we have enumerated them and reduced them very markedly in many cases.

Mr. Rynard: Mr. Chairman, I think I have used up my time. I want to thank the Minister for his answers, and I take it from his last statement that he is going to take a softer line.

The Chairman: Thank you, Dr. Rynard. Mr. Ritchie.

Mr. Ritchie: Mr. Chairman, I would like to pursue the idea of universal demogrants versus guaranteed income. If the government changed its philosophy and says, 3 per cent and so on, 4 per cent income tax, sales tax, this would be a drastic switch around and a hardship, would it not? It would be a change for many, many people who are approaching the retirement level if suddenly there was not an old age security, but it were based entirely on a guaranteed income.

Mr. Munro: As I indicated, with the increased amounts that are payable under the Guaranteed Income Supplement and taking into account the allowance for outside earnings, we think a very, very significant number of people indeed are going to get the escalation feature on the whole thing. If you qualify for the Guaranteed Income Supplement then you get escalation on what, in effect, was the Old Age Security flat-rate benefit besides. By using this approach we think we have reduced any hardship there is to a considerable extent.

Mr. Ritchie: Would a pension from a company be considered outside income, or a pension from some other annuity?

Mr. Munro: Yes.

Mr. Ritchie: If you had to buy an annuity privately have you or your Department any idea what a couple

[Interprétation]

revenu garanti qui se produiraient au cours de l'année courante ainsi que de l'année précédente, sauf dans les cas de fraude ou de fausse représentation.

M. Rynard: Monsieur le président, je veux remercier le ministre pour son explication. Je sais qu'il essaie de faire du bon travail avec une cause qui est difficile à défendre. J'aimerais quand même dire que lorsqu'il s'agit de recouvrer les paiements versés en trop, vous êtes en contact avec des gens qui ont déjà un revenu minimum assuré et qui ont besoin de cet argent, ils ont déjà dépensé cet argent; et si vous essayé de recouvrer cette somme, vous les mettez dans une situation embarrassante. Ils se privent alors de quelque chose dont ils ont besoin. C'est une chose que je n'accepte pas.

M. Munro: D^r Rynard, en changeant la méthode de paiement que nous préconisons et en limitant nos pouvoirs en matière de recouvrement, je crois que nous sommes arrivés à dominer cette situation à un degré très marqué. ans la législation actuelle où des cas de privations ont été enregistrés et où les recouvrements ont été fixés à des taux trop élevés, nous avons essayé immédiatement d'améliorer la situation ce que nous avons réussi à faire dans plusieurs cas.

M. Rynard: Je crois, monsieur le président, que j'ai utilisé la période qui m'a été allouée. Je veux remercier le ministre de ses réponses et je crois comprendre, d'après ses dernières déclarations, qu'il adoucira sa politique.

Le président: Merci, D^r Rynard. Monsieur Ritchie.

M. Ritchie: Monsieur le président, j'aimerais poursuivre la conversation en ce qui concerne les demi-subsidies contre le principe du revenu minimum assuré. Si le gouvernement change son point de vue et dit 3 p. 100, 4 p. 100 de l'impôt, de taxes sur les ventes, ceci serait un changement draconien et causerait beaucoup de soucis à des personnes qui vivent sur des salaires très réduits, n'est-ce pas? Ce serait un changement pour beaucoup de gens qui sont presque à l'âge de la retraite si soudainement les pensions de vieillesse étaient abolies et tout serait calculé d'après un revenu minimum assuré.

M. Munro: Comme je l'ai déjà indiqué, le montant supplémentaire que nous allons garantir sous le régime du revenu minimum assuré, et tenant compte de revenus additionnels nous croyons qu'un nombre très important de personnes sera à même de pouvoir bénéficier, justement, de cette proposition escalatoire. Si vous vous qualifiez pour le régime de revenu minimum assuré, alors cette proposition escalatoire s'applique à ce qui était en fait le tarif minimum des pensions de vieillesse. Nous croyons qu'en optant pour cette politique nous réduirons ainsi les éléments de soucis ou privations qui peuvent exister.

M. Ritchie: Vous voulez dire qu'une pension venant d'une compagnie serait considérée comme un revenu additionnel ou une pension perçue sous forme d'annuité?

M. Munro: Oui.

M. Ritchie: Si vous devez acheter des annuités du point de vue privé? Est-ce que vous ou les employés de